

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Régionales :

# **L'enjeu de la transformation sociale**

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 13 février 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

### **Le 1er enjeu pour les régionales est bien évidemment de garder les régions à gauche et de conquérir celles qui sont dirigées par la droite.**

Dans la campagne, trois items sont incontournables : dénonciation de la politique de droite de Sarkozy et du gouvernement, sachant en plus que plusieurs membres de celui-ci sont candidats, mise en avant du bilan des régions dirigées par la gauche définition d'objectifs de gauche pour l'avenir. Les deux premiers points ne posent pas de problèmes majeurs, le 3e paraît beaucoup plus délicat dans le contexte actuel. Tout d'abord, cela demande de la clarté dans la composition des listes. Il est en effet difficile d'avoir des perspectives de gauche dans une alliance avec le Modem ou autres candidats de droite.

Une perspective de gauche, c'est avoir pour objectif une transformation sociale. Cela prend un sens tout particulier dans le contexte actuel de crise systémique du capitalisme -démontrant par la même que ce système ne peut pas répondre aux enjeux sociétaux du XXIe siècle - et des réformes engagées par Sarkozy.

Sarkozy a bien compris cet enjeu et ses réformes visent à tout faire adapter le capitalisme et lui permettre de rebondir. Les réformes en cours inféodent les régions à l'État, elles seront là pour mettre en oeuvre les politiques nationales au service du grand capital. Elles privilégient la métropolisation, nouveau territoire de développement du capitalisme. Cela peut paraître éloigné des préoccupations quotidiennes des citoyens, mais le libéralisme se conçoit comme une vision globale de la société et pas seulement au niveau économique. Si notre objectif est son dépassement, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une vision globale de la société. A partir de cette réflexion, difficile de croire à la région « contre - pouvoir ». Cela serait trop réducteur et continuerait à faire de la région un échelon de l'État nation dans la même logique.

Il nous faut réfléchir sur l'État nation moderne, conceptualisé fin XVIII - début XIXe siècle par Herder, Fichte et Renan en France, et donc très lié à la montée en puissance du capitalisme industriel. Dépasser le capitalisme, nous demande donc de revisiter l'État central et l'État déconcentré, les collectivités territoriales.

Dans ce cadre la Région a une place particulière de part son territoire, ses compétences, ses liaisons avec l'Union européenne et ses engagements internationaux. Nous constatons un double mouvement à savoir la mondialisation englobant l'ensemble de la société et un retour du territoire « local ». Le territoire régional, même avec une taille relativement faible, semble pertinent pour engager des politiques visant à la transformation sociale et répondant aux besoins des citoyens.

L'enjeu est le développement, non pour rechercher l'accumulation des profits et se placer dans la compétition mondiale, mais pour répondre aux besoins, dans un schéma durable (pour mémoire, un vrai développement durable est incompatible avec le système capitaliste). La coopération des territoires infra régionaux et par la coopération inter régionale et non par la compétition constitue un des enjeux.

L'idée de « fédérer » paraît également essentielle tant pour la recherche, pour l'enseignement supérieur que pour le maintien et la création d'activité, en particulier industrielle. Aujourd'hui, le développement industriel est un enjeu fort pour les régions, en terme d'emploi, d'éco-développement et de réponse aux besoins de façon nouvelle. Il nous faut sans doute travailler les concepts d'écologie industrielle, de relocalisation industrielle en lien avec nos objectifs. Les régions de part leur compétences en matière d'enseignement supérieur, de formation professionnelle, d'économie, de part les aides multiples qu'elles donnent, et leur possibilité de fédérer les énergies ont un rôle important à jouer dans ce domaine. La spécialisation économique territoriale, le développement centré sur un pôle d'excellence répondent mal à un développement équilibré et durable dans le temps des territoires. Cela constitue certes une locomotive mais une certaine diversification semble mieux répondre à un « développement soutenable ».

Notre modèle social est fortement marqué par le service public, ce que Sarkozy est en train de démanteler. La aussi le territoire régional est pertinent pour développer le service public en cohérence avec les autre collectivités, l'État et l'Europe. C'est un enjeu fort pour la région. La place des régions dans l'Union européenne et les relations internationales sont peu connues. C'est pourtant un point important qui permet notamment de situer la région dans les enjeux supra nationaux, d'aider d'autres territoires à se développer, de nouer des relations avec les régions des pays voisins. Dans le contexte de développement de l'Union européenne, ayant de plus en plus de compétence et les États nationaux de moins en moins, la région devient un « pion » essentiel dans ce dispositif.

Pour conclure, les enjeux des régionales sont bien sur de répondre de façon immédiate aux besoins et ils sont nombreux vu les dégâts de la politique de Sarkozy. Ces réponses doivent aussi s'inscrire dans un projet à plus long terme, pour ancrer les régions dans une perspective de transformation sociale et préparer les futures échéances électorales.

**Didier LASSAUZAY**